

ARRÊTÉ DU MAIRE N°2026 - 305

Objet : OUVERTURES DOMINICALES DES COMMERCES POUR L'ANNÉE 2027

Le Maire d'Écully ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 2212-1 et suivants ;

Vu l'article 257 de la loi n° 2015-990 du 6 août 2015, dite loi Macron ;

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 3132-6, L. 3132-27 et R. 3132-21 ;

Vu l'accord interprofessionnel du 30 juin 2016 ;

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2026-095 du 22 septembre 2026 émettant un avis favorable sur les dates d'ouverture dominicale des commerces et sans préjudice des arrêtés préfectoraux en vigueur ;

ARRÊTE**Article 1 :**

Pour la branche d'activité « **hypermarchés et supermarchés, commerces de détails** » il est proposé :

- 10 janvier 2027
- 2 et 23 mai 2027
- 28 novembre 2027
- 5, 12, 19, 26 décembre 2027

Pour la branche d'activité « **commerce de vaisselle et objets, mobilier en céramique, faïence, porcelaine et verrerie** » il est proposé :

- 5, 12 et 19 décembre 2027

Pour la branche d'activité « **Commerces de l'automobile** » il est proposé :

- 17 janvier 2027
- 14 mars 2027
- 13 juin 2027
- 12 septembre 2027
- 17 octobre 2027

- Article 2 :** Ces commerces de détail sont autorisés à laisser leurs établissements ouverts aux dates visées à l'article 1^{er} dès lors qu'aucune disposition réglementaire fondée sur l'article L. 3132-29 du code du travail n'interdit l'exercice de l'activité ces jours-là.
- Article 3 :** Conformément aux dispositions de l'article L. 3132-27 du code de travail, le repos compensateur sera accordé collectivement ou par roulement dans la quinzaine qui précède ou suit la suppression de repos dominical d'une durée équivalente en temps.
- Article 4 :** Selon ce même article, chaque salarié ainsi privé de repos dominical percevra une rémunération au moins égale au double de la rémunération normalement due pour une durée équivalente.
- Article 5 :** Les présentes dérogations n'emportent pas autorisation d'employer les dimanches susvisés les apprentis âgés de moins 18 ans.
- Article 6 :** La Directrice générale des services, le Directeur départemental des services d'incendie et de secours du Département du Rhône et de la Métropole de Lyon et le Directeur départemental de l'emploi du travail et des solidarités du Rhône sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté lequel sera transmis au contrôle de légalité et publié sur le site internet de la Ville : www.ecully.fr.

Fait à Écully, le

15 OCT. 2026

Pour le Maire,
L'Adjointe déléguée à la Vie Économique,
à l'Enseignement Supérieur, à la Mobilité,
à l'Innovation et aux Grands Projets

Certifié exécutoire,
Pour le Maire,
L'Adjointe déléguée à la Vie Économique,
à l'Enseignement Supérieur, à la Mobilité,
à l'Innovation et aux Grands Projets

15 OCT. 2026

Émilie ESCOFFIER-CABY

Émilie ESCOFFIER-CABY

Voies et délais de recours :

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans les deux mois suivant sa publication :

- soit d'un recours gracieux devant le Maire de la Commune d'Écully,
- soit d'un recours juridictionnel devant le Tribunal administratif de Lyon, soit sur support papier (Palais des juridictions administratives - 184, rue Duguesclin, 69433 Lyon Cedex 03), soit par voie dématérialisée sur le site www.telerecours.fr.

Accusé de réception en préfecture
069-216900811-20261015-AR_2026-305-AR
Date de réception préfecture : 21/10/2026